



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse cedex 01

Mulhouse, le 16 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28 novembre 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

JOHN COCKERILL Hydrogen France

1 rue des Pins
68700 Aspach-Michelbach

Références : 0006704815_20241128_JCHF_confinement
Code AIOT : 0006704815

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 novembre 2024 dans l'établissement JOHN COCKERILL Hydrogen France implanté 1 rue des Pins 68700 Aspach-Michelbach. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection fait suite à la visite d'inspection du 27 mars 2024 sur la thématique du confinement des eaux d'extinction susceptibles d'être polluées en cas d'incendie. Au regard des constats réalisés, l'Inspection avait alors proposé au préfet du Haut-Rhin, des suites administratives (mise en demeure). Compte tenu des éléments transmis en phase contradictoire par courriel du 14 mai 2024, ces suites administratives n'ont pas été engagées. Dans ce contexte l'Inspection a réalisé un nouveau contrôle afin de s'assurer de la conformité des points initialement contrôlés et dont les suites administratives proposées n'avaient pas abouties.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JOHN COCKERILL Hydrogen France
- 1 rue des Pins 68700 Aspach-Michelbach
- Code AIOT : 0006704815
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société John Cockerill exploite sur son site de Aspach, une installation de fabrication de composants-clés d'électrolyseurs destinés à produire de l'hydrogène décarboné.

Contexte de l'inspection : La présente inspection se déroule dans le cadre des suites de l'inspection du 27 mars 2024 réalisée dans le cadre de l'action nationale «Confinement des eaux d'extinction ».

Référentiel utilisé :

- Arrêté Ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Arrêté Ministériel du 11/09/2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration ;
- arrêté préfectoral d'autorisation du 10/05/2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 7.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Volumes de confinement disponibles et confinement automatique	Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 7.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 7.1.2	Prescription inadaptée	-
8	Prélèvement en eau	Arrêté ministériel du 11/09/2003, article 8 et arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 4.1.1	Demande d'action corrective	3 mois
9	Points de rejets en eau de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 4.1.3.2	Prescription inadaptée	-

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet
4	Procédure d'isolement du réseau	Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 2.1.3	Sans objet
5	Mise en oeuvre du confinement	Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 4.1.3.3	Sans objet
6	Maintenance des organes de confinement	Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 4.1.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif de ce contrôle était de vérifier le respect de certaines prescriptions applicables aux installations classées de l'exploitant, relatives au confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie, aux conditions de stockage du HCl, au prélèvement d'eau dans la nappe phréatique et à la localisation des points de rejets de l'installation.

Concernant le dispositif d'obturation du réseau d'eau présent au point de rejet EP°2, compte tenu de l'action humaine nécessaire à la mise en oeuvre de celui-ci, l'inspection considère qu'il n'est pas automatique tel que prévu par la prescription. Toutefois, l'installation n'étant pas en phase de production à date du présent rapport, il n'est pas proposé de mise en demeure.

Il a également été constaté que la mise en œuvre de l'aménagement de la tête du puits n° 1 ne respecte pas certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 11/09/2003. Ce constat est détaillé au point n° 8. Au regard de la localisation de ce puits et de l'aménagement déjà réalisé, il n'est pas proposé de mise en demeure, au regard des éléments apportés par l'exploitant dans son porter à connaissance du 3 septembre 2024 mais une demande d'action corrective.

Concernant le point n° 2, relatif au confinement des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie, au regard des éléments collectés, l'Inspection ne peut pas se positionner sur le respect de la prescription contrôlée. À ce titre, il appartient à l'exploitant de justifier de l'absence, en toute circonstance, d'eau d'extinction susceptible d'être polluée en cas d'incendie, en toiture du laboratoire accolé au bâtiment « traitement de surface » et de la voirie avoisinante.

Enfin, au regard des constats établis lors du contrôle des points n° 7 et 9, il apparaît que certaines prescriptions devront à terme être révisées par arrêté préfectoral complémentaire modificatif.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Situation administrative, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : « L'exploitant tient à jour les documents suivants : [...] » - le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ; [...] »
Constats : Au cours de la visite d'inspection du 27 mars 2024, il avait été constaté l'absence de représentation des zones de confinement des eaux d'extinction incendie. Par courriel du 12 juillet 2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection le plan à jour de ses réseaux. Après analyse, l'Inspection constate que les zones de confinement des eaux d'extinction incendie ainsi que le dispositif de déclenchement de l'obturateur sont représentés. Ces éléments n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Confinement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie
Prescription contrôlée : « [...] VII. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...] »
Constats : Ce point de contrôle vise à s'assurer du confinement de l'ensemble des eaux d'extinctions

susceptibles d'être polluées en cas d'incendie.

A l'occasion de la visite d'inspection du 27 mars 2024, le contrôle du respect de la présente prescription s'était limité au bâtiment 'traitement de surface' au regard de l'étude de dangers (référéncée DOSSIER 2020-10-DDAE-09), présentée par l'exploitant dans le cadre de l'instruction de son dossier d'autorisation.

Au cours de cette visite, il avait été constaté la présence :

- au sein du bâtiment « traitement de surface », d'une fosse de 499 m³ occupant le niveau N-1 et destinée à accueillir les eaux d'extinction interne au bâtiment ;
- d'une fosse de rétention de 30 m³, située au nord-ouest du bâtiment « traitement de surface », destinée au dépotage des matières dangereuses et équipée d'une vanne d'isolement mais pouvant faire office de rétention des eaux d'extinction ;

Il avait également été constaté les absences de confinement des eaux:

- de voiries collectées au nord du bâtiment « traitement de surface »;
- de toiture du même bâtiment;
- de toiture, collectées au sud de ce bâtiment.

A l'occasion de la présente inspection, le contrôle de la prescription visée se limite également au bâtiment 'traitement de surface'.

En date du 9 juillet 2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection les éléments justifiant de l'installation d'un obturateur sur son point de rejet identifié EP°2. Au regard des plans transmis, l'Inspection constate que ce dispositif assure le confinement des eaux d'extinction de toiture du bâtiment « traitement de surface » ainsi que les eaux de voirie collectées autour de ce même bâtiment.

Concernant les eaux de toiture collectées au sud de l'atelier « traitement de surface », par courrier réponse du 14 mai 2024, l'exploitant a informé l'Inspection que les eaux de toiture collectées puis rejetées au point identifié EP°5, ne concernaient pas l'atelier « traitement de surface » mais uniquement l'atelier « travail des métaux » et le laboratoire. Après analyse du plan transmis par l'exploitant, l'Inspection constate que les eaux de toiture du tunnel reliant les bâtiments « traitement de surface » et « travail mécanique des métaux » sont également collectées puis rejetées au point EP°5.

Au cours de la visite, l'exploitant a informé l'Inspection qu'après échanges avec les services de secours, en cas d'incendie au sein du bâtiment « traitement de surface », les moyens d'extinction mis en œuvre se limiteraient à l'intérieur de ce bâtiment et qu'en conséquence la présence d'eaux d'extinction en toiture du laboratoire ne pouvait pas être envisagée.

Interrogé par l'Inspection suite à la présente visite, le service départemental d'Incendie et de Secours a signalé à l'Inspection par courriel du 6 décembre 2024, qu'il ne peut pas garantir qu'il ne sera pas fait usage de moyens d'extinction sur les façades ou toitures du bâtiment « traitement de surface » ou de tout autre bâtiment du site, notamment en cas d'embrasement généralisé, de risque de propagation vers d'autres bâtiments ou de risque de stabilité de la structure en feu.

Au regard de ces éléments, l'Inspection ne peut pas se positionner sur le respect de la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Avec suites

Demande à formuler à l'exploitant : Il appartient à l'exploitant de justifier de l'absence, en toute circonstance, d'eau d'extinction susceptible d'être polluée en cas d'incendie, en toiture du laboratoire, du tunnel reliant les bâtiments « traitement de surface » et « travail mécanique des métaux » et sur la voirie située au sud-est du laboratoire.

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Volumes de confinement disponibles et confinement automatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Adéquation des volumes de confinement au besoin
Prescription contrôlée : « [...] VII – Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, [...] » En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation [...] »
Constats : Ce point de contrôle vise à s'assurer du bon dimensionnement des volumes disponibles dans le cadre du confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie ainsi que l'automatisation du dispositif d'obturation. Au cours de la visite d'inspection du 27 mars 2024, l'Inspection avait constaté que les volumes mobilisables en cas d'incendie afin de recueillir les eaux d'extinction susceptibles d'être polluées étaient suffisants au regard volume total de liquide à confiner, estimé par l'exploitant selon la méthode de calcul D9A. Concernant le dispositif de confinement externe mis en œuvre par l'exploitant au point de rejet EP°2, au cours de la présente visite, l'Inspection constate que le déclenchement de l'obturateur peut être réalisé par une manipulation au niveau du poste de commande ou par l'envoi d'un SMS. Compte tenu de l'action humaine nécessaire à la mise en œuvre de ce dispositif, l'inspection considère qu'il n'est pas automatique et que l'exploitant ne respecte pas l'intégralité de la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Procédure d'isolement du réseau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 2.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure d'isolement du réseau
Prescription contrôlée : « L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent : [...] » <ul style="list-style-type: none">• les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte; [...] »
Constats : A l'occasion de la visite d'inspection du 27 mars 2024, le contrôle du respect de la présente prescription avait été réalisé sur la vanne de confinement de la fosse de 30 m³. Au regard de l'installation par l'exploitant d'un nouveau dispositif de confinement au point de rejet EP°2, confinant notamment les eaux recueillies dans la fosse de 30 m³, la vérification du respect de la prescription a été réalisée au point EP°2. En amont du contrôle, l'exploitant a transmis par mail du 15 novembre 2024 sa procédure de mise en œuvre du dispositif d'isolement (référence n° H2-HSE-INS-ASP-008-FR - version A). Après analyse, l'Inspection constate que cette procédure localise le dispositif de confinement

<p>ainsi que ses organes de commande et détaille, étape par étape, le déclenchement du gonflage de l'obturateur ainsi que son dégonflement.</p> <p>Au cours de la visite sur site, l'Inspection a visuellement constaté l'affichage de cette procédure à proximité du panneau de commande de l'obturateur.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mise en œuvre du confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 4.1.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en œuvre du confinement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« [...] Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur.</p> <p>Ces dispositifs sont [...] signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>A l'occasion de la visite d'inspection du 27 mars 2024, le contrôle du respect de la présente prescription avait été réalisé, comme pour le point précédent, sur la vanne de confinement de la fosse de 30 m³. Au regard de l'installation par l'exploitant d'un nouveau dispositif de confinement au point de rejet EP°2, confinant notamment les eaux recueillies dans la fosse de 30 m³, la vérification du respect de la prescription a été réalisée au point EP°2.</p> <p>En introduction de la visite, l'Inspection a demandé à l'exploitant de mettre en œuvre le dispositif de confinement présent au point Ep°2 et de mettre en charge le réseau ainsi confiné afin de contrôler l'efficacité du dispositif.</p> <p>Conformément à sa procédure, l'exploitant a déclenché le dispositif d'obturation par l'envoi d'un SMS, puis dans la minute, a reçu en retour un message de confirmation de la bonne mise en œuvre du dispositif.</p> <p>Au cours de la visite sur site, l'Inspection a constaté que le dispositif de commande de confinement du réseau était clairement signalé ainsi que l'affichage de la procédure décrivant la mise en œuvre manuelle du dispositif de confinement.</p> <p>Au niveau du regard situé au-dessus du ballon obturateur, l'Inspection a pu constater la bonne mise en place de l'obturateur et un niveau d'eau confinée, situé à mi-hauteur du ballon.</p> <p>Après analyse comparative des deux photographies prises du même point de vue à 10h53 (arrêt de la mise en eau du réseau) et à 12h10, l'Inspection constate que le niveau d'eau confiné est inchangé, justifiant ainsi l'efficacité du dispositif.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Maintenance des organes de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 4.1.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance des organes de confinement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« [...] Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, [...]. Leur entretien préventif [...] est</p>

défini par consigne. [...] »

Constats :

Au cours de la visite d'inspection du 27 mars 2024, le respect de cette prescription avait été contrôlé sur la vanne de confinement associée à la fosse de rétention de 30 m³. L'exploitant avait alors informé l'Inspection que son système documentaire n'était pas finalisé et qu'il n'était ainsi pas en possession d'une procédure d'entretien.

Suite à la présente visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection la procédure de maintenance relative à cette vanne.

Concernant l'obturateur situé au point EP°2, par courriel du 20 juin 2024, l'exploitant a transmis la consigne de maintenance et d'entretien de cet obturateur, fournie par le prestataire en charge de l'installation (référence Mk_OPAP_24185) ainsi que le bon de commande relatif à cette prestation de maintenance annuelle.

L'Inspection constate que cette consigne fixe la périodicité de maintenance (12 mois) et liste les points à vérifier lors des opérations de maintenance de l'obturateur.

Suite au présent contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection sa procédure interne référencée ASP-HSE-PR-O-X-007. Après analyse, l'Inspection constate que ce document fait état d'une opération d'entretien annuel selon la consigne précitée (référence Mk_OPAP_24185).

Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 7.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des stockages

Prescription contrôlée :

« Les zones de stockage du site sont localisées et exploitées conformément aux dossiers et à l'étude de dangers du site. En particulier :

- la zone de stockage d'acide chlorhydrique est protégée d'une barrière grillagée, [...] »

Constats :

Le présent constat fait suite à la non-conformité relevée dans le rapport de contrôle du 18 avril 2024, faisant l'objet d'une proposition d'arrêté de mise en demeure visant à un retour à la conformité dans un délai de 6 mois des installations considérant qu'il avait été constaté lors du contrôle sur site du 27 mars 2024, l'absence de barrière grillagée autour de la cuve de stockage d'acide chlorhydrique. Le rapport précité mettait en avant que cette mesure de sécurité avait été proposée par l'exploitant dans son étude de dangers jointe à son dossier de demande d'autorisation. Ainsi, il appartenait à l'exploitant de mettre en œuvre ce grillage de protection ou de transmettre au préfet du Haut-Rhin, en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement, une demande de modification de ses conditions d'exploiter, relative à l'absence de risque lié à l'absence de ce grillage de protection.

La suite administrative initialement proposée, n'a pas été signée compte tenu des transmissions réalisées par l'exploitant pendant la phase de consultation sur le rapport précité, et notamment via ses transmissions des 14/05/2024 et 12/07/2024. Dans ces transmissions l'exploitant explicite les éléments suivants (éléments issus des courriers transmis par l'exploitant) :

«

- *Extrait du courrier du 14/05/2024 :*

Fiche de constat n°7 : Organisation des stockages

[...] En effet, une telle protection empêcherait le passage du chariot élévateur pour accéder aux

conteneurs de stockage extérieur. [...]

- Extraits du courrier du 12/07/2024 :

[...]L'installation d'une barrière grillagée est difficilement envisageable pour des raisons techniques et organisationnelles en raison de changements d'implantation d'équipements menés durant la phase de construction de l'atelier par rapport au projet initial, à savoir : [...]

- L'installation, entre la cuve et les refroidisseurs, de 2 armoires extérieures sécurisées pour le stockage des produits chimiques qui implique de maintenir une allée suffisamment large pour le passage en sécurité du chariot élévateur.

[...]Enfin, la zone autour de la cuve n'est pas dédiée à des opérations de manutention, opérations pouvant effectivement engendrer une collision du chariot avec la cuve. Il s'agit d'une allée en ligne droite permettant d'accéder aux armoires de stockage (fréquence moyenne <1 fois par semaine). [...]

»

A l'éclairage de cette analyse, l'exploitant mentionne que la prescription (mise en place d'une barrière grillagée autour de la cuve) n'est plus nécessaire et que cette mesure de sécurité peut ne plus être appliquée considérant la faible probabilité de percussio

L'Inspection ne rejoint pas l'exploitant dans son analyse. Au contraire, et comme indiqué par l'exploitant dans ses courriers, le fait d'avoir mis en place des armoires de stockages de produits à proximité des armoires, et ainsi créé un passage favorisé pour les engins de manutention de type chariots élévateurs, augmente la probabilité de choc entre la cuve et les engins précité.

Par ailleurs, les constats réalisés sur site, appuyés par les éléments transmis par l'exploitant en matière de chantier à proximité de cette cuve (chantier d'inertage du puisard entre les 2 armoires à produits, situées à proximité de la cuve HCl) montrent que la démonstration de l'exploitant est erronée et inexacte. Au-delà des passages de chariots élévateurs utilisés fréquemment dans la zone (une fois par semaine d'après les éléments transmis par l'exploitant), il apparaît nécessaire de prendre en considération comme événement initiateur toute opération de maintenance, ou enlèvement de produits qui ferait transiter à proximité de la cuve des camions de transport, des engins de levage, nacelles, etc.

Bien que la démonstration de l'exploitant ne soit pas recevable telle que présentée, l'Inspection conclut que la prescription telle que rédigée est inadaptée. En effet une barrière de protection ne saurait protéger la cuve contre l'ensemble des agressions externes possibles telles qu'opérations de levage, chute de grue, de nacelles, etc. Par ailleurs dans l'étude de dangers des installations, au-delà de la cuve de stockage qui constitue un potentiel de dangers en soit, il appartient à l'exploitant de prendre en considération les potentiels de dangers connexes non abordés, tels que :

- poste de chargement de la cuve,
- tuyauterie de transfert du poste de chargement jusqu'à la cuve de stockage,
- transfert de la cuve vers les unités utilisatrices de l'HCl.

Ainsi l'inspection considère la prescription inadaptée, qui devra à terme être révisée par arrêté préfectoral complémentaire modificatif, à l'éclairage des éléments reçus via la révision de l'étude de dangers des installations (point faisant l'objet d'un rapport différencié).

Type de suites proposées : Prescription inadaptée nécessitant d'être révisée par arrêté préfectoral complémentaire modificatif

N° 8 : Prélèvement en eau

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 11/09/2003, article 8 et arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 4.1.1

Thème(s) : Autre, Prélèvement en eau

Prescription contrôlée :**Article 8 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003**

« [...] Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. [...]

La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel [...]. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur, compté à partir du niveau du terrain naturel. [...] »

Article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2022

« Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont interdits. [...] »

Constats :

En amont de la visite du 27 mars 2024, l'exploitant avait informé l'Inspection de la présence de 2 puisards visant à rabaisser localement la nappe phréatique, non prévus dans son dossier d'autorisation. La présence de ces deux puits avait été constatée lors du contrôle du 27 mars.

Suite à cette visite, l'exploitant a transmis aux services de la préfecture du Haut-Rhin, en date du 3 septembre 2024, un porté à connaissance relatif à ces deux puisards, projetant de condamner le puisard situé coté cuve de Hcl (n° 2) et de conserver le puisard coté rue Scheurer Kestner (n°1).

Au cours du contrôle sur site, il a été constaté que le puisard n°2 avait été comblé. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport d'inertage de ce puits daté du 4 décembre 2024. L'Inspection constate que ce rapport, établi par un prestataire, conclut que l'inertage a été réalisé dans les règles de l'art, en respect des normes françaises en vigueur.

Concernant le puits n° 1, au-delà de la présence d'un regard étanche et cadenassé, l'Inspection constate que le puits n'est pas équipé d'une margelle surélevée de 30 centimètres, ni d'une tête de forage surélevée de 50 centimètres par rapport au terrain naturel.

Au regard de ces derniers éléments, l'Inspection constate que l'exploitant ne respecte pas l'intégralité des prescriptions contrôlées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de mettre en conformité l'aménagement de son puits n° 1 ou de transmettre à l'Inspection une demande d'aménagement des prescriptions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Points de rejets en eau de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 4.1.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets en eau

Prescription contrôlée :

« Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées géographiques (Degrés décimaux)			Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur	Conditions de raccordement
	Latitude (°)	Longitude (°)	Altitude (m)				
EP°1	47.790059	7.132198	318.54	Eaux pluviales des voiries Eaux pluviales de toiture atelier chaudronnerie plastique et bâtiment administratif	Fossé raccordé aux bassins situés au Sud Sud- Est du site	Le Baerenbach	Autorisation
EP°2	47.789028	7.130765	317.74	Eaux pluviales des voiries Eaux pluviales de toiture atelier traitement de surface			
EP°3	47.788538	7.131268	317.56	Eaux pluviales des voiries (aires stationnement des véhicules légers)			
EP°4	47.789369	7.132886	318.10				
EP°5	47.789023	7.131125	316.52	Eaux pluviales de toiture atelier travail mécanique des métaux			

[...] »

Constats :

Le contrôle du 27 mars 2024 avait mis en exergue des incohérences de coordonnées géographiques entre les coordonnées de la prescription contrôlée, l'emplacement des rejets présents sur les plans présentés par l'exploitant et les constats réalisés sur site, pouvant laisser présager la présence d'un rejet externe supplémentaire.

Après analyse du nouveau plan des réseaux de l'installation transmis en date du 12 juillet 2024 et du porter à connaissance transmis le 27 septembre 2024, l'Inspection constate l'absence de point de rejet supplémentaires au regard de la prescription contrôlée.

L'exploitant rappelle à l'Inspection que comme mentionné dans son porter à connaissance, le rejet d'eaux pluviales EP°2 qui devait être déplacé dans le cadre de la construction du bâtiment « traitement de surface » n'a finalement pas été déplacé pour des raisons techniques et que le point de rejet EP°5 a été déplacé d'une quinzaine de mètres.

Au regard de ces éléments, l'Inspection considère que la prescription contrôlée est inadaptée, et devra à terme être révisée par arrêté préfectoral complémentaire modificatif, à l'éclairage des éléments transmis dans le porter à connaissance du 27 septembre 2024.

Type de suites proposées : Prescription inadaptée nécessitant d'être révisée par arrêté préfectoral complémentaire modificatif